

Le XIX^e siècle à venir

« *L'opinion rampante accable l'opprimé,
Et, chatte aux pieds des forts, pour le faible est tigresse* »

Victor Hugo.

La science économique, on ne sait trop comment ni pourquoi, se pense aujourd'hui comme un domaine séparé du reste du monde et des savoirs nécessaires au bon gouvernement. Pourtant, économie et politique ne vont-ils pas toujours ensemble ? Cette étonnante emprise du savoir économique laisse présager une situation bien sombre : celle d'un argent-roi, seul détenteur du pouvoir. D'ailleurs, les multiples crises européennes de ces dernières années n'ont fait que démontrer la domination des puissances économiques sur toute autre mode de gouvernement. Dès lors, que peut-il rester du politique ?

Avec le livre de Thomas Piketty, *le Capital au XXI^e siècle*¹, on respire. C'est sans doute l'affirmation la plus claire, appuyée par un immense travail et une grande habileté descriptive, du caractère tout à la fois social, politique, moral, et tout ce qu'on veut – métaphysique ? linguistique ? psychanalytique ? – de la situation économique d'une population et surtout de la répartition des richesses en son sein. Mais donc également, de l'absolue médiocrité de l'économie adolescente, aux ordres, que l'on nous sert habituellement : « *Disons-le tout net : la discipline économique n'est toujours pas sortie de sa passion infantile pour les mathématiques et les spéculations purement théoriques, et souvent très idéologiques, au détriment de la recherche historique et du rapprochement avec les autres sciences sociales. Trop souvent, les économistes sont avant tout occupées par de petits problèmes mathématiques qui n'intéressent qu'eux-mêmes, ce qui leur permet de se donner à peu de frais des apparences de scientificité et d'éviter d'avoir à répondre aux questions autrement plus compliquées posées par le monde qui les entoure* » (p.63). Le message est donc le suivant : l'économie, en tant que telle, séparée du reste des choses, n'a strictement aucun intérêt – et n'existe, en réalité, que pour faire taire.

¹ Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, Seuil, 2013. Les numéros de pages entre parenthèses renvoient directement à cette édition. Tous les graphiques et tableaux du livre, extrêmement clairs, sont consultables sur la page :

<http://piketty.pse.ens.fr/files/capital21c/Piketty2013GraphiquesTableauxLiens.pdf>

On pourrait aussi commencer par la fin, en citant les superbes dernières phrases du livre : « (...) *il me semble que les chercheurs en sciences sociales de toutes les disciplines, les journalistes et les médiateurs de tous supports, les militants syndicaux et politiques de toutes tendances, et surtout tous les citoyens, devraient s'intéresser sérieusement à l'argent, à sa mesure, aux faits et aux évolutions qui l'entourent. Ceux qui en détiennent beaucoup n'oublient jamais de défendre leurs intérêts. Le refus de compter fait rarement le jeu des plus pauvres* » (p.950). Intéressons-nous donc, sérieusement, à l'argent.

D'autant plus que, et ce n'est pas nouveau, l'argent est tout sauf une question d'argent ; question de survie, bien sûr, mais aussi donnée fondamentale de l'être humain, comme un corps supplémentaire, surajouté. On en a la démonstration psychanalytique depuis Freud au moins, mais le fait en soi a souvent été remarqué. Voilà par exemple ce que l'on pouvait entendre en Grèce, quelques décennies seulement après l'apparition de la monnaie² : « *Ceux qui travaillent, épargnent, endurent, accumulent, ont du plaisir qu'on peut se figurer être du plaisir. Mais s'ils prélèvent et utilisent, ils souffrent comme si on prélevait de la chair*³ ». Voilà encore ce que disait Voltaire dans une lettre à l'un de ses amis les plus chers, à propos d'un certain Linant, jeune talentueux, mais pauvre, qu'il trouve trop paresseux :

Exhortez-le à travailler et à s'instruire des choses qui pourront lui être utiles, quelque parti qu'il embrasse. Il voulait être précepteur, et à peine sait-il le latin. Si vous l'aimez, mon cher Cideville, prenez garde de gâter par trop de louanges et de caresses un jeune homme qui parmi ses besoins doit compter le besoin qu'il a de travailler beaucoup, et de mettre à profit un temps qu'il ne retrouvera plus. S'il avait du bien je lui donnerais d'autres conseils, ou plutôt je ne lui en donnerais point du tout. Mais il y a une différence si immense entre celui qui a sa fortune toute faite, et celui qui la doit faire, que ce ne sont pas deux créatures de même espèce⁴.

Dans ces deux textes se trouvent peut-être rassemblés les principaux enjeux que l'on ferait bien d'avoir à l'esprit lorsque l'on traite d'économie : rapport charnel bien plus que « rationnel » à l'argent, rôle structurant des inégalités sociales, dureté des rapports sociaux qui en découlent, conséquences sur la possibilité même du politique.

² Celle-ci serait apparue en Lydie (ouest de l'actuelle Turquie) au VII^e siècle av. J.-C.

³ Fragments du sophiste athénien Antiphon, dans Stobée, *Florilège*, III, X, 39, dans la traduction de Barbara Cassin, *L'effet sophistique*, Gallimard, 1995, p. 326.

⁴ Lettre à Pierre-Robert Le Cornier de Cideville, 26 septembre 1733, dans Voltaire, *Correspondance*, I, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, p. 469-470.

Croissance et dette publique dans l'histoire

La grande force du livre de T. Piketty, c'est la perspective historique qu'il offre, basée sur des séries statistiques immenses. L'histoire sert avant tout à déconstruire les préjugés ; vivre uniquement dans son temps, c'est en être prisonnier. Aussi, T. Piketty remet en cause de manière déterminante certaines idées toutes faites, et tout d'abord en ce qui concerne cette fameuse croissance dont on nous rebat sans cesse les oreilles. La croissance se compose toujours de deux choses : croissance de la population et croissance de la production par habitant⁵. Les données dont on dispose montrent qu'historiquement, la croissance est un phénomène récent : de l'Antiquité au XVIII^e siècle environ, on peut estimer que la croissance est quasi-nulle, sans doute inférieure à 0,1% par an. Par la suite, sur la période allant de 1700 à nos jours, du fait des progrès technologiques et médicaux, la croissance est en moyenne de 1,6% par an, ce qu'il faut tout de suite décomposer : 0,8% de croissance de la population, 0,8% de croissance de la production par habitant. Or, force est de constater que, malgré ces chiffres de croissance apparemment faibles, le monde a complètement changé en trois siècles : en réalité une croissance d'environ 1% par an est déjà énorme, et d'autant plus pour une zone en stagnation démographique, comme l'est l'Europe d'aujourd'hui. Un tel niveau de croissance conduit en effet en une génération à un renouvellement complet de la structure du travail, et de la physionomie générale de la société⁶.

Finalement, cette croissance oscillant entre 3 et 5% par an pendant les Trente Glorieuses n'a été qu'une courte parenthèse en Europe, liée à des mécanismes de rattrapage à la suite de chocs extrêmement violents (les guerres mondiales, nous y reviendrons), et qui ne survit aujourd'hui que sous la forme de fantasme. Nous entrons, et à vrai dire nous sommes déjà depuis des décennies, dans une société de croissance faible. La croissance, c'est fini : *« La croissance peut certes être encouragée, en investissant dans la formation, la connaissance et les technologies non polluantes. Mais cela ne fera pas monter la croissance à 4% ou 5% par an. L'expérience historique indique que seuls des pays en situation de rattrapage par rapport à d'autres, comme l'Europe pendant les Trente Glorieuses, ou la Chine et les pays émergents aujourd'hui, peuvent croître à de tels rythmes. Pour les pays qui se situent à la frontière*

⁵ Ce qui est aisé à comprendre intuitivement. Si l'on prend une société dont la population augmente, si chacun de ces habitants continue à produire en moyenne autant de richesse, alors la production augmente. D'un autre côté, dans une société où la population stagne, si chacun de ses habitants produit plus de richesse en moyenne, alors la production augmente également. Combinés, ces deux effets se cumulent.

⁶ Pour une explication plus détaillée, voir chapitre 2 : « La croissance : illusions et réalités ».

technologique mondiale, et donc un jour ou l'autre pour la planète, tout laisse à penser que le taux de croissance ne peut guère dépasser 1% - 1,5% par an à long terme, quelles que soient par ailleurs les politiques suivies » (p. 942-943).

Autre sujet que l'érudition historique de T. Piketty permet d'éclairer, la dette publique. Pour comprendre ce qu'est une dette publique, prenons un cas précis. Au début du XIX^e siècle, le Royaume-Uni sort surendetté des guerres napoléoniennes, bien plus encore que nos pays européens en crise aujourd'hui. Il a fallu un siècle d'austérité pour venir à bout de cet endettement. Or, qui prêtait à l'Etat britannique ? Ceux qui en avaient les moyens, les plus riches. Et qui gouvernait ce même Etat ? Les mêmes. Ainsi le Royaume-Uni s'endettait auprès de ses dirigeants et des classes aisées du pays, ce groupe social vivant ensuite des intérêts de la dette. Deux moyens pour un Etat de se financer : soit il s'endette, et alors c'est auprès de ceux qui peuvent prêter, soit il taxe. On peut donc supposer que la manière dont un Etat se finance renseigne sur ceux qui détiennent véritablement le pouvoir : *« Je n'ai aucun goût particulier pour la dette publique, dont j'ai noté à plusieurs reprises qu'elle aboutissait souvent à favoriser des redistributions à l'envers, des plus modestes vers ceux qui ont les moyens de prêter à l'Etat (et à qui il serait nettement préférable, en règle générale, de faire payer des impôts) » (p. 931).*

Mais d'autre part, certains Etats puérilement inflexibles sur le remboursement de la dette devraient peut-être se rappeler leur propre histoire : ainsi l'Allemagne, au XX^e siècle, n'a jamais remboursé ses dettes : *« C'est ainsi que l'on se retrouve aujourd'hui dans la situation paradoxale suivante : le pays qui a le plus massivement utilisé l'inflation pour se débarrasser de ses dettes au XX^e siècle – l'Allemagne – ne veut pas entendre parler d'une hausse de prix supérieure à 2% par an » (p. 227).* Trois manières pour un Etat de rembourser ses dettes : impôt sur le capital, inflation, austérité. Cette dernière a le vent en poupe, pourtant *« l'impôt exceptionnel sur le capital privé est la solution la plus juste et la plus efficace. A défaut, l'inflation peut jouer un rôle utile : c'est d'ailleurs ainsi que la plupart des dettes publiques importantes ont été résorbées dans l'histoire. La solution la pire, en termes de justice comme en termes d'efficacité, est une cure prolongée d'austérité. C'est pourtant celle qui est suivie actuellement en Europe » (p. 885).* Au XIX^e siècle, le Royaume-Uni en a eu pour 100 ans. Est-ce l'avenir de l'Europe ?

Inégalités d'hier et d'aujourd'hui

Venons-en maintenant au cœur du livre, la question des inégalités : « *Dans le cadre de ce livre, nous nous intéressons non seulement au niveau de l'inégalité en tant que telle, mais également et surtout à la structure des inégalités, c'est-à-dire à l'origine des disparités de revenus et de patrimoines entre groupes sociaux et aux différents systèmes de justifications économiques, sociales, morales, politiques susceptibles de les conforter ou de les condamner. L'inégalité n'est pas nécessairement mauvaise en soi : la question centrale est de savoir si elle est justifiée, si elle a ses raisons* » (p.44). La répartition des richesses détermine largement les relations que les êtres humains entretiennent les uns avec les autres. C'est là que réside l'importance de ce livre : prendre la mesure de la dureté des rapports sociaux qui attendent les perdants du système, amenés à être de plus en plus nombreux. Et là encore, la perspective historique adoptée par T. Piketty est lumineuse - et les chiffres terrifiants.

Mais essayons d'être précis. L'inégalité de revenus peut se décomposer en deux éléments : inégalités des revenus du travail (salaires, notamment) et inégalités de la propriété du capital⁷ et des revenus qui en sont issus (loyers, dividendes, etc...). Chose importante à garder à l'esprit, l'inégalité face au capital est toujours plus importante que l'inégalité face au travail. On a tendance en effet à avoir les yeux rivés sur les salaires, part la plus visible, pourrait-on dire, de l'argent : c'est un flux. Mais comme on le verra, le capital et ses rendements ont tout autant voire plus d'importance.

Commençons donc par les revenus du travail, en examinant le cas de la France. Depuis le début du XX^e siècle les inégalités salariales n'ont que très peu évolué, malgré de profonds changements dans la nature des métiers. La hiérarchie des revenus change peu, sauf pendant une courte période ; en effet de 1968 à 1983, après les événements de mai 1968, le salaire minimum est très régulièrement augmenté⁸, progressant plus vite que le salaire moyen. C'est seulement à partir de 1983 et du fameux « tournant de la rigueur » - Mitterrand – que les salaires sont durablement bloqués, les inégalités repartant alors à la hausse. Depuis 1990, la part du centile supérieur des revenus du travail (c'est-à-dire les 1% recevant les revenus du travail les plus élevés) dans la masse salariale totale a augmenté de 30%⁹. C'est surtout dans le monde anglo-saxon

⁷ Précisons que T. Piketty utilise les termes « patrimoine » et « capital » comme des quasi-synonymes, qu'il définit comme l'ensemble des actifs non-humains qui peuvent être possédés et échangés sur un marché. Ce patrimoine peut-être notamment immobilier, financier ou professionnel.

⁸ Au total sur cette période, le pouvoir d'achat des personnes vivant avec le salaire minimum augmente de 130%.

⁹ Elle passe de 6% en 1980-90 à environ 8% en 2010. Ce qui signifie concrètement que les 1% qui ont les salaires les plus élevés gagnent en moyenne aujourd'hui 8 fois le salaire moyen, contre 6 fois en 1980-1990. Sur la même période, la hausse de la part des 0,1% qui ont le plus gros salaire dans la masse salariale est encore plus importante : 50%.

aujourd'hui que les inégalités salariales augmentent de manière très inquiétante, chez ceux que T. Piketty appelle les « super-cadres ».

En réalité c'est surtout en regardant l'inégalité de la possession du capital que l'on trouve les évolutions les plus importantes sur le long terme. Aux XVIII^e et XIX^e siècles, en France et en Angleterre¹⁰, l'inégalité de la propriété du patrimoine est stable à des niveaux extrêmement élevés : le décile supérieur de la hiérarchie des patrimoines (les 10% les plus riches en patrimoines) possède entre 80 et 90% du patrimoine, et à l'intérieur de celui-ci le centile supérieur possède à lui seul jusqu'à 60% du patrimoine total. Autrement dit, les 90% restants de la population ne possèdent rien, ou presque : *« Toutes les sources dont nous disposons indiquent que ces ordres de grandeurs – autour de 90% du patrimoine pour le décile supérieur, dont au moins 50% pour le centile supérieur – semblent également caractériser les sociétés rurales traditionnelles, qu'il s'agisse de l'Ancien Régime en France ou du XVIII^e siècle anglais. Nous verrons qu'une telle concentration est en réalité une condition indispensable pour que des sociétés patrimoniales telles que celles décrites dans les romans de Balzac et Jane Austen, entièrement déterminées par le patrimoine et l'héritage, puissent exister et prospérer. Tenter de comprendre les conditions de l'émergence, du maintien, de l'effondrement et du possible retour de tels niveaux de concentration des patrimoines est par conséquent l'un de nos principaux objectifs dans le cadre de ce livre »* (p. 413). Ces concentrations patrimoniales se traduisent concrètement, pratiquement ; ils structurent véritablement les rapports sociaux ; c'est la tâche des romanciers d'en révéler la teneur.

La situation se transforme radicalement au XX^e siècle, du fait des guerres mondiales et des chocs qu'elles ont entraînés en Europe. Les patrimoines, et principalement les hauts patrimoines, s'effondrent, ce qui se traduit en termes économiques par une chute du rapport capital/revenu¹¹. En cause, d'une part, les

¹⁰ Ce sont les deux pays les plus étudiés par T. Piketty, dans la mesure où ils possèdent sur le long terme les sources les plus détaillées sur ces questions. Toutefois les chiffres sont globalement similaires pour tous les pays européens. Aux Etats-Unis la situation est alors beaucoup moins inégalitaire qu'en Europe, jusqu'à la deuxième moitié du XX^e siècle où les rapports s'inversent.

¹¹ Le rapport capital/revenu, mesuré en années de revenu national, est le rapport entre le stock de capital et le flux annuel de revenu et de production. Une société fortement dotée en capital aura un rapport capital/revenu élevé, typiquement de l'ordre de 6 ou 7 années de revenu national. Ce rapport ne dit rien à lui seul des inégalités, mais traduit cependant le poids du capital, et de son accumulation dans le passé, au sein d'une société. Pour donner une idée du rôle des guerres mondiales, précisons que le rapport capital/revenu était de 6-7 années de revenu national au XIX^e siècle, puis chute à 2-3 après 1945, avant de remonter ensuite pour atteindre aujourd'hui 5-6. Ainsi, « la chute de rapport capital/revenu entre 1913 et 1950 est l'histoire du suicide de l'Europe, et singulièrement de l'euthanasie des capitalistes européens » (p.236). Pour plus de précisions sur ce concept clef du

destructions physiques du capital liées aux nouveaux types d'armement introduits au XX^e siècle (aviation, bombardements, etc...), mais aussi et surtout les chocs budgétaires et politiques liés à la guerre : effondrement des portefeuilles étrangers¹², épargne très faible, régulation des prix des actifs dans le contexte politique de la fin des années 1940. La période 1914-1945 redessine entièrement le visage de l'Europe : « *La guerre agit comme une remise à zéro (...) des compteurs de l'accumulation patrimoniale et conduit mécaniquement à un grand rajeunissement des fortunes. En ce sens, ce sont bien les guerres qui ont fait table rase du passé au XX^e siècle et qui ont donné l'illusion d'un dépassement structurel du capitalisme* » (p. 630).

Ces chocs conduisent à une réduction très importante des inégalités. Le fait principal, aux conséquences de très grande ampleur, est l'apparition au XX^e siècle d'une classe moyenne patrimoniale. En effet le décile supérieur possédait avant la guerre, nous l'avons vu, la quasi-totalité du patrimoine national au début du XX^e siècle. Apparaît ensuite progressivement un groupe intermédiaire, représentant environ 40% de la population, qui possède entre un quart et un tiers du patrimoine national en fonction des pays européens¹³. Cela peut sembler peu, mais change en réalité complètement les rapports sociaux au sein d'une société : changement des rapports de force non seulement économiques, mais politiques. Une partie non-négligeable de la population acquiert une autonomie et une qualité de vie inédites.

Le capital s'effondrant, la rente et les rentiers perdent de leur importance. Au début du XX^e siècle par exemple, les revenus du capital (loyers, actions, etc...), bref la rente, constituent la principale source de revenus pour les 1% les plus riches, ce qui représente un groupe social très nombreux (ce serait plus de 600 000 personnes en France aujourd'hui), avec un poids politique et économique considérable. De nos jours, ce groupe a été divisé par dix, et concerne aujourd'hui les 0,1% les plus riches, le millième supérieur donc. Changement social, là encore, de grande ampleur : « *Dans une large mesure, nous sommes passés d'une société de rentiers à une société de cadres, c'est-à-dire d'une société où le centile supérieur est massivement dominé par des rentiers (...) à une société où le sommet de la hiérarchie des revenus – y compris le centile supérieur – est composé très majoritairement de salariés à hauts salaires, de personnes vivant des revenus de leur travail* » (p. 437).

raisonnement de T. Piketty, voir notamment les chapitres 1 : « Revenu et production » et 4 : « Le rapport capital/revenu dans le long terme ».

¹² Notamment en ce qui concerne le Royaume-Uni et la France, puissances coloniales, qui possédaient beaucoup de patrimoine à l'étranger.

¹³ Voir tous les chiffres dans le passionnant chapitre 10 : « L'inégalité de la propriété du capital ».

C'est donc à une baisse générale des inégalités de revenu que l'on assiste au XX^e siècle. Ainsi en France, la part du décile supérieur dans le revenu national passe entre 1900 et aujourd'hui de 45-50% à 30-35%, le centile supérieur passant quant à lui de 20% à 9%. Mais il faut insister, cette baisse des inégalités est d'abord due aux guerres : « *La réduction des inégalités en France au XX^e siècle se résume dans une large mesure à la chute des rentiers et à l'effondrement des très hauts revenus du capital. Aucun processus structurel de compression des inégalités – en particulier des inégalités face au travail – ne semble être à l'œuvre dans le long terme (...). Dans une large mesure, la réduction des inégalités au cours du siècle écoulé est le produit chaotique des guerres, et des chocs économiques et politiques qu'elles ont provoqués, et non le produit d'une évolution graduelle consensuelle et apaisée. Au XX^e siècle, ce sont les guerres qui ont fait table rase du passé, et non la paisible rationalité démocratique ou économique* » (pp. 432-433).

Autre conséquence de cette chute du capital, l'effondrement du poids de l'héritage, et de son importance sociale. Au XIX^e siècle, le patrimoine privé n'est pratiquement constitué que de patrimoine hérité : la part du patrimoine hérité dans le patrimoine privé y est de 80-90%. On n'imagine plus vraiment aujourd'hui la dureté des rapports sociaux que de tels chiffres recèlent : « *Dans la France du début du XIX^e siècle, comme d'ailleurs dans celle de la Belle Epoque, le travail et les études ne permettent pas d'atteindre la même aisance que l'héritage et les revenus du patrimoine* » (p. 381). La marge de manœuvre pour quelqu'un qui n'a pas eu le bonheur de naître dans une famille aisée est très mince : c'est ce que raconte Balzac. Cette importance de l'héritage chute brutalement avec les guerres, et n'est plus que de 40% en 1970. Les générations naissant au début du XX^e siècle ont ainsi été les premières dans l'Histoire à mieux vivre des revenus de leur travail que d'un éventuel héritage. C'est sur cette base que la plupart conçoivent aujourd'hui le cours de leur vie : mieux vaut faire des études et travailler que de miser sur le mariage et l'héritage ; ce n'était pas le cas au XIX^e siècle.

Cette baisse générale des inégalités est aujourd'hui sérieusement remise en cause. Depuis les années 1970-80, toutes les données montrent un retour à la hausse des inégalités : retour du capital, de la rente, de l'héritage.

Prenons par exemple les inégalités du patrimoine au niveau mondial ; aujourd'hui c'est en effet pour T. Piketty, dans l'économie mondialisée qui est la nôtre, le niveau le plus juste pour comprendre les évolutions de répartition des richesses. Sur ce plan, l'inégalité de répartition des patrimoines privés semble en passe de rattraper les niveaux du XIX^e siècle européen, avec un décile supérieur possédant 80-90% du

patrimoine total, le centile supérieur 50%, et le millime supérieur (les 0,1% les plus riches) 20%.

Le cas américain, particulièrement préoccupant, reflète bien les logiques en cours. Entre 1970 et 2010, la part dans le revenu national des 1% les plus riches passe de 9 à 20%, ce qui signifie par définition que leurs revenus ont augmenté beaucoup plus vite que la croissance moyenne de l'économie américaine. Concrètement, les 1% les plus riches se sont appropriés pendant cette période le chiffre - exorbitant - de 60% de la croissance américaine. La hausse est encore plus frappante chez les 0,1% les plus riches : entre 1970 et 2010, leur part dans le revenu national américain passe de 2% à 10% du revenu national, ce qui concrètement signifie que cette partie de la population gagne aujourd'hui 100 fois plus que le revenu moyen (sur la même période, cette part passe en France de 1,5% à 2,5%, ce qui représente tout de même 25 fois plus que le revenu moyen). Il y a des raisons historiques à cette différence entre l'Europe continentale et les pays anglo-saxons. La déconcentration des patrimoines au XX^e siècle y est beaucoup plus limitée, la guerre ayant produit des chocs beaucoup moins importants. Ainsi ces pays ont eu une perception du XX^e siècle très différente de celle de la France ou de l'Allemagne¹⁴.

Le monde de demain

Tout le livre de T. Piketty est une mise en garde contre ce qui est train d'advenir, à savoir un retour à une société aussi inégalitaire, voire plus inégalitaire par certains côtés, que ce que le monde a connu aux XVIII^e et XIX^e siècles.

¹⁴ Ce qui explique que la situation des pays anglo-saxons soit parfois difficile à comprendre pour un Européen du continent. Nous ne pouvons rendre justice ici des analyses remarquables que fait T. Piketty du monde anglo-saxon. Disons simplement quelques mots. Les guerres mondiales ont tout d'abord vécues d'une manière très différente, notamment outre-Atlantique : « La période 1914-1945 est l'histoire du suicide de l'Europe et de sa société de rentiers, pas du suicide de l'Amérique » (p. 463). D'un point de vue fiscal d'autre part, l'histoire de ces pays est très étonnante ; on y invente notamment un impôt confiscatoire sur le revenu. En 1944, sous Roosevelt, le taux supérieur de l'impôt sur le revenu passe à 94% aux Etats-Unis, et reste à au moins 90% jusqu'au milieu des années 1960. Au Royaume-Uni, ce taux supérieur est même de 98% de 1941 à 1952, puis de 1974 à 1978. La situation change radicalement avec la vague néolibérale des années 1980, le taux supérieur de l'impôt sur le revenu passant durablement en-dessous de ce son équivalent français ou allemand. Pour T. Piketty, ce changement radical s'explique par « le sentiment de rattrapage qui saisit les Etats-Unis et le Royaume-Uni dans les années 1970, et dont se nourrit la vague thatchéro-reaganienne » (p. 823). Quoiqu'il en soit, même l'impôt à 75% proposé par Hollande dans sa campagne de 2012 paraît bien frileux au regard de ce qui a pu se faire dans ces pays au XX^e siècle.

Pour bien comprendre ce qui risque de se produire au cours du siècle qui vient, il faut comprendre les mécanismes qui produisent les inégalités. Le capitalisme, pour T. Piketty, est un jeu de forces qui ne s'équilibrent pas d'elles-mêmes¹⁵ ; certaines ont tendance à accroître les inégalités, d'autres à les réduire. Le facteur principal d'accroissement des inégalités, structurellement lié au fonctionnement du capitalisme, se résume à l'inégalité suivante : $r > g$, où r est le taux de rendement du capital, et g le taux de croissance. Cela « *implique que les patrimoines issus du passé se recapitalisent plus vite que le rythme de progression de la production et des salaires. Cette inégalité exprime une contradiction logique fondamentale. L'entrepreneur tend inévitablement à se transformer en rentier, et à dominer de plus en plus fortement ceux qui ne possèdent que leur travail. Une fois constitué, le capital se reproduit tout seul plus vite que ne s'accroît la production. Le passé dévore l'avenir* » (p. 942). C'est ce qui se passe par exemple au XIX^e siècle : le taux de croissance est d'environ 1% par an, tandis que le taux de rendement du capital est de 4-5% ; les patrimoines progressent donc plus vite que les revenus. Cette inégalité semble se vérifier constamment dans l'histoire, et « *il s'agissait même, dans une large mesure, du fondement même de la société : c'est ce qui permettait à une classe de possédants de se consacrer à autre chose que sa propre subsistance* » (p. 561). L'inégalité sociale était *nécessaire* au politique. En cela, comme on le verra, le sens des inégalités s'est inversé : c'est sans nul doute un changement civilisationnel majeur, dont nous ne mesurons pas encore les conséquences.

Cette inégalité sociale se vérifie constamment dans l'Histoire, sauf, précisément, au XX^e siècle. Etant donné les taux de croissance exceptionnels, notamment pendant les Trente Glorieuses, et en prenant en compte la fiscalité sur le capital, le rendement net du capital passe légèrement au-dessous du taux de croissance : $r < g$. Cette situation inédite explique en grande partie la baisse des inégalités. Mais elle est en train de prendre fin aujourd'hui.

Il faut insister ici sur l'importance de la fiscalité pour atténuer voire inverser les inégalités naturellement créées par l'économie capitaliste. C'est l'un des grands changements du XX^e siècle : dans la plupart des pays riches, l'Etat devient un Etat social, et prend en charges des missions nouvelles : santé, éducation, redistribution. Ainsi à partir de la Première Guerre mondiale, la part du revenu national consacré aux impôts et aux dépenses publiques passe de moins de 10% dans la plupart des pays riches au XIX^e siècle à 30% aujourd'hui aux Etats-Unis, 50% en France, 55% en Suède.

¹⁵ L'une des thèses de T. Piketty est d'ailleurs que l'inégalité en soi est un grand facteur d'instabilité. Pour preuve, on trouve deux pics d'inégalité selon lui au XX^e siècle, à la fin des années 1920 et vers la fin des années 2000, soit les deux périodes de crise économique les plus importantes.

Le taux d'imposition sur le rendement du capital accompagne la déconcentration patrimoniale du début du XX^e siècle : il passe de 0% jusqu'en 1910 à près de 30% dans les pays riches à partir de 1950. Ainsi la fiscalité, grande nouveauté du XX^e siècle, empêche, après-guerre, une reconstruction rapide des patrimoines d'avant-guerre : « *Il est important d'insister sur le fait que la très forte concentration patrimoniale observée en 1900-1910 est le produit d'une longue période historique sans guerre ou catastrophe majeure (...) et aussi – et peut-être surtout – d'un monde sans impôt ou presque. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, il n'existe dans la plupart des pays aucun impôt sur les revenus du capital ou sur les bénéfices des sociétés ; dans les rares cas où de tels impôts existent, ils sont prélevés à des taux très faibles. Il s'agit donc de conditions idéales pour accumuler et transmettre des fortunes considérables, et vivre des revenus produits par ces patrimoines* » (p. 593).

Problème : à partir des années 1980, période de raidissement dans tous les domaines, la construction de l'Etat social stagne. La part de prélèvements obligatoires dans le revenu national ne progresse plus, voire baisse dans certains pays. Cette situation est aggravée par la tendance à faire des cadeaux fiscaux aux plus riches, avec le développement de régimes dérogatoires sur les revenus du capital. Ceux sont ces derniers en effet, et non les revenus du travail, qui dominent à partir d'un certain niveau de revenu, typiquement les 0,1 % les plus riches en France¹⁶. A partir d'un certain niveau de revenu, on devient naturellement rentier. Principale cause de cette montée en douce d'impôts injustes, la concurrence fiscale au sein des pays européens, qui se traduit par une « *course-poursuite sans fin pour réduire notamment l'impôt sur les bénéfices des sociétés et pour exempter les intérêts, dividendes et autres revenus financiers du régime d'imposition de droit commun auquel sont soumis les revenus du travail* ». (p.798). Conséquence renversante : le prélèvement fiscal, en France, est aujourd'hui régressif à partir d'un certain niveau de revenus ; plus on est riche, moins on paye d'impôts¹⁷.

Ajoutons au facteur principal d'accentuation des inégalités - l'équation $r > g$ -, le facteur aggravant que le rendement du capital est d'autant plus élevé que l'on est plus riche. Avant impôt, le rendement moyen du capital est stable sur le long terme, à environ 4-5% par an¹⁸. Mais lorsque l'on monte dans la hiérarchie des revenus, ce taux

¹⁶ A ce sujet, voir le chapitre 8 : « Les deux mondes ».

¹⁷ Les taux moyens d'imposition, en prenant en compte les fiscalités directe et indirecte, sont de : 40-45% pour les 50% les plus pauvres, 45-50% dans les 40% suivants, puis décline à partir des 5% les plus riches, pour arriver à 35% pour le millime supérieur. Voir tous les chiffres au chapitre 14 : « Repenser l'impôt progressif sur le revenu ».

¹⁸ Taux de rendement cependant inaccessible à une grande partie de la population, qui doit se contenter aujourd'hui bien souvent du livret A.

de rendement peut atteindre 10%, voire plus. Concrètement, certains placements financiers ne sont accessibles qu'à partir de très hauts niveaux de richesse. Ainsi, plus l'on est riche, et plus l'on s'enrichit rapidement. Ce fait se traduit pratiquement par la multiplication par 10 du nombre de milliardaires depuis 30 ans¹⁹, dont le patrimoine augmente beaucoup plus vite que la moyenne des patrimoines.

Prenons un exemple concret, et bien connu en France : Liliane Bettencourt. Depuis 25 ans, sa fortune a été multipliée par 10, de 2 à 25 milliards d'euros, soit un rendement moyen de 10 à 11% par an : « *Autrement dit, Liliane Bettencourt n'a jamais travaillé, mais cela n'a pas empêché sa fortune de progresser exactement aussi vite que Bill Gates l'inventeur, dont le patrimoine continue d'ailleurs de croître tout aussi rapidement depuis qu'il a cessé ses activités professionnelles. Une fois une fortune lancée, la dynamique patrimoniale suit sa logique propre, et un capital peut continuer de progresser à un rythme soutenu pendant des décennies, simplement du fait de sa taille* » (p.702) ; « *On voit immédiatement qu'un tel mécanisme peut conduire mécaniquement à une divergence radicale de la répartition du capital. Si le patrimoine du centile supérieur de la hiérarchie mondiale du capital progresse structurellement plus vite que les déciles inférieurs, alors l'inégalité des patrimoines tend naturellement à s'élargir sans limite. Ce processus inégalitaire peut prendre des proportions inédites dans le cadre de la nouvelle économie-monde* » (p.687).

Cette progression très rapide des patrimoines les plus élevés est très inquiétante pour l'avenir si aucune réaction politique ne voit le jour. D'autant que les politiques et les médias pointent toujours la menace du rattrapage par les pays émergents, alors qu'en réalité la principale menace vient des inégalités à l'intérieur de chaque pays. Cas archi-classique : pointer l'ennemi extérieur pour faire oublier les problèmes intérieurs : « *En tout état de cause, cette menace de divergence internationale liée à une possession graduelle des pays riches par la Chine (ou les fonds pétroliers) paraît beaucoup moins crédible et dangereux qu'une divergence de type oligarchique, c'est-à-dire un processus où les pays riches seraient possédés par leurs propres milliardaires, ou plus généralement où l'ensemble des pays (...) serait de plus en plus massivement détenu par les milliardaires et autres multimillionnaires de la planète* » (p. 740-741). En bonne logique marxiste, on tend donc bien plus vers une lutte des classes à échelle mondiale, que vers une lutte entre les différents pays du globe ; l'argent n'a pas de frontières.

On peut s'inquiéter de l'avenir que prépare à la jeunesse d'aujourd'hui cet accroissement des inégalités de richesses : sans nul doute un avenir d'une dureté

¹⁹ Environ 1400 milliardaires en dollars en 2013.

beaucoup plus grande que ce qui a été la règle au XX^e siècle. Grand retour, peut-être, de rapports sociaux du type de ceux du XIX^e siècle, quoique sous une nouvelle forme. C'est en tout cas ce qu'annonce le retour programmé de l'héritage. La part du patrimoine hérité dans le patrimoine privé, chutée à 40% en 1970, est déjà remontée à 65% aujourd'hui, et ne cesse d'augmenter²⁰ : « *Dans la mesure où le XXI^e siècle se caractérisera par un abaissement de la croissance (démographique et économique) et un rendement du capital élevé (dans un contexte de concurrence exacerbée entre pays pour attirer les capitaux), ou tout du moins dans les pays où une telle évolution se produira, l'héritage retrouvera donc sans doute une importance voisine de celle qui était la sienne au XIX^e siècle. Une telle évolution est déjà nettement perceptible en France et dans plusieurs pays européens, où la croissance s'est largement réduite ces dernières années. Elle est pour l'instant moins prononcée aux Etats-Unis, essentiellement du fait d'une croissance démographique plus soutenue qu'en Europe. Mais si la croissance finit par s'abaisser un peu partout au cours du siècle qui s'ouvre (...), alors il est vraisemblable que le retour de l'héritage concernera l'ensemble de la planète* » (p. 601). En période de stagnation démographique en effet, comme dans l'Europe d'aujourd'hui, l'héritage a naturellement tendance à prendre beaucoup plus d'importance, ce qui se comprend intuitivement : moins il y a d'enfants à pourvoir, moins le capital se partage.

Or, nous sommes souvent en retard dans notre appréhension du réel qui vient : notre imaginaire sociale est obsolète. Nous vivons encore avec l'idée que l'héritage n'existe pas, n'a pas d'importance. Ce fut vrai un court moment dans l'histoire du XX^e siècle, mais ce temps est définitivement révolu. Il faut en prendre acte. Le capitalisme d'après-guerre, qui semblait avoir dépassé les problèmes sociaux du XIX^e siècle, n'était qu'une situation transitoire, un « capitalisme de reconstruction ». Celui-ci a pris fin dans les années 70-80. En réalité les causes structurelles, profondément liées au capitalisme en tant que tel, disons au capitalisme de temps de paix, ont été plus importantes que les politiques menées au XX^e siècle. Certes, la fiscalité a eu des effets positifs sur l'inégalité, nous a légué un Etat social qui a encore, bien qu'attaqué, du poids. Mais en temps de croissance faible, la loi fondamentale $r > g$ a une force trop importante. Dès lors à moins d'une politique capable de renverser cette équation – c'est le sens de la proposition d'un impôt mondial sur capital, comme nous le verrons – les forces de divergence, d'augmentation des inégalités, prennent vite le dessus. Pour le dire simplement, le tournant néolibéral des années 70-80 n'a fait qu'aggraver un

²⁰ Voir tous les chiffres sur l'héritage dans le chapitre 11 : « Mérite et héritage dans le long terme ».

processus de remontée des inégalités, que seule une politique très forte de contrôle des capitaux pourrait maintenant endiguer.

Sens du capitalisme

Mais plus grave encore que cette montée des inégalités, c'est leur complète opacité, l'absence quasi-totale d'informations dont on dispose sur la répartition des richesses dans le monde. Ainsi pour connaître la fortune des plus riches, T. Piketty est contraint d'utiliser des magazines grand public, dont les estimations sont d'ailleurs fortement sujettes à caution, comme *Forbes*. En creux, on se rend compte à la fois de la totale soumission des gouvernants, incapables d'établir des statistiques dans un monde où pourtant, comme on sait, « tout se sait », et du silence - complice, ou seulement incompetent ? - des journalistes et autres faiseurs d'opinion.

Cet accroissement sans précédent des plus hautes fortunes pourrait en effet les inquiéter eux-aussi, en supposant qu'ils attachent une quelconque importance à leur indépendance. Le fait est qu'aujourd'hui en France, six des dix premières fortunes nationales sont également des propriétaires de groupes de presse²¹. La situation est similaire au niveau mondial, les plus riches ayant bien compris le rôle des médias pour préserver au mieux leurs intérêts. Autre exemple, le milliardaire australo-américain Murdoch : « Fox News appartient à M. Rupert Murdoch. Le *Sun* britannique et le *Wall Street Journal* aussi. *A priori*, le lien entre une chaîne d'information continue dont raffolent les retraités américains, un journal anglais connu pour ses scandales et ses seins nus et le grand quotidien new-yorkais des milieux d'affaires ne saute pas aux yeux. Mais l'objectif de M. Murdoch est de constituer une puissance qui en impose, pas d'imaginer une quelconque complémentarité éditoriale au service du public²² ». Et que penser de la réception médiatique du *Capital au XXI^e siècle* en France ? On n'a parlé à vrai dire, que du « succès » de son auteur, avec la fierté chauvinement provinciale qui s'exprime dès qu'un français vend des livres aux Etats-Unis - signe, bien triste, du devenir-banlieue de la France, et de l'Europe en général, par rapport aux

²¹ Bernard Arnault, Serge Dassault (également sénateur et ancien maire de Corbeille-Essonnes), Patrick Drahi, François-Henri Pinault, Vincent Bolloré (qui a récemment racheté le groupe Canal +) et Xavier Niel.

²² Serge Halimi, « Faire sauter le verrou médiatique », *Le Monde diplomatique*, octobre 2015.

Etats-Unis ou à la Chine - mais jamais des thèses profondes que son livre contenait. Ceux qui l'interviewaient ont-ils seulement pris la peine de le lire²³ ?

Mais ne faisons pas les étonnés. Tous ces faits, l'arbitraire des puissants, la collusion des pouvoirs politiques, médiatiques et financiers²⁴, ne sont pas nouveaux : « *En 1967, j'ai montré dans un livre, *La Société du spectacle, ce que le spectacle moderne était déjà essentiellement : le règne autocratique de l'économie marchande ayant accédé à un statut de souveraineté irresponsable, et l'ensemble des nouvelles techniques de gouvernement qui accompagnent ce règne* ». « *La discussion creuse sur le spectacle, c'est-à-dire sur ce que font les propriétaires du monde, est ainsi organisée par lui-même : on insiste sur les grands moyens du spectacle, afin de ne rien dire de leur grand emploi. On préfère souvent l'appeler, plutôt que spectacle, le médiatique. Et par là, on veut désigner un simple instrument, une sorte de service public qui générerait avec un impartial « professionnalisme » la nouvelle richesse de la communication de tous par mass media, communication enfin parvenue à la pureté unilatérale, où se fait paisiblement admirer la décision déjà prise. Ce qui est communiqué, ce sont des ordres ; et, fort harmonieusement, ceux qui les ont donnés sont également ceux qui diront ce qu'ils en pensent*²⁵ ». Le livre de T. Piketty permet de voir avec précision la structure économique d'un tel monde.*

Les inégalités actuelles sont en train d'accentuer l'isolement d'une ploutosphère de plus en plus séparée du commun des mortels. Les exemples seraient nombreux ; citons :

Michael Sandel, professeur de droit à Harvard, s'est penché sur l'économie des passe-droits accordés aux individus, moyennant finance, à tous les moments de l'existence. (...) La valeur que la société de marché met le plus en danger, selon lui, est la *communality*, le sens de la vie collective. Lui-même a grandi à Minneapolis au milieu des années 1960, et il était fan des Twins, l'équipe de baseball de la ville. Au stade, toutes les places coûtaient à peu près le même prix : 3,50

²³ Concernant le problème des « experts » économiques présents dans les médias, on lira avec profit le « testament » du prix Nobel d'économie Maurice Allais, aisément accessible sur internet. Dans cet entretien datant de 2009, il expliquait par exemple : « les commentateurs économiques que je vois s'exprimer régulièrement à la télévision pour analyser les causes de l'actuelle crise sont fréquemment les mêmes qui y venaient auparavant pour analyser la bonne conjoncture avec une parfaite sérénité. Ils n'avaient pas annoncé l'arrivée de la crise, et ils ne proposent pour la plupart d'entre eux rien de sérieux pour en sortir. Mais on les invite encore. Pour ma part, je n'étais pas convié sur les plateaux de télévision quand j'annonçais, et j'écrivais, il y a plus de dix ans, qu'une crise majeure accompagnée d'un chômage incontrôlé allait bientôt se produire ».

²⁴ Voir par exemple le film *Les nouveaux chiens de garde*, de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat, sorti en 2012.

²⁵ Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, 1988.

dollars pour la tribune d'honneur, 1 dollar pour une place en virage : « Patrons et employés faisaient la queue pour manger les mêmes hot-dogs et boire les mêmes bières sans bulles. Quand il pleuvait, tout le monde était trempé... Tout cela est terminé. Si vous allez dans les stades aujourd'hui, il y a des espaces réservés, vitrés, où les privilégiés s'isolent du reste du monde. Ce n'est plus le même mélange des classes. Ce n'est plus la même queue pour les toilettes. Quand il pleut, certains ne sont pas mouillés ». De plus en plus, ajoute-t-il, les gens fortunés et les gens modestes « vivent des vies séparées, vont à l'école et font leurs courses sans se croiser »²⁶.

Loin de nous l'idée d'idéaliser un monde révolu où patrons et employés se côtoyaient le plus gentiment du monde, où partout les classes se mélangeaient dans l'estime mutuelle. Toutefois, il semble que l'on pouvait au moins se *voir*. La richesse des siècles derniers étaient basées sur la vue : constructions grandioses, non pas propagande mais faste aristocratique ; les élites étaient tout à la fois un modèle et un idéal, ne cessaient de se montrer. En bref, la richesse jouait un rôle politique. Les plus riches peuvent, et veulent aujourd'hui se soustraire au regard, faire comme s'ils n'étaient pas là, comme si le monde fonctionnait sans eux. De sorte qu'ils peuvent faire croire que l'argent s'est pour ainsi dire volatilisé, qu'il n'y a plus d'argent nulle part et que les Etats doivent « faire des économies ». Mais non, l'argent est là, il fait même son grand retour, mais en douce - de plus en plus facilement dissimulable. Approfondissement de l'ombre auquel correspond, on peut s'en douter, une indécence toujours plus grande.

Prenons par exemple la balance des paiements²⁷ des pays riches : elle est déficitaire de quelques pourcents. En bonne logique économique, le reste des pays du monde devrait être excédentaire d'autant. Et bien non, elle est également déficitaire, autant dire qu'il existe un trou béant dans l'économie mondiale. Ce trou a un nom : paradis fiscal, et les sommes qui y sont cachées sont colossales : 10% du PIB mondial d'après les estimations de T. Piketty²⁸. C'est dire que la fraude et l'opacité sont aujourd'hui structurellement liées au fonctionnement du capitalisme²⁹.

²⁶ Maxime Robin, « Barboter dans les privilèges », *Le Monde diplomatique*, septembre 2015, qui cite Michael J. Sandel, *What money Can't Buy : The moral Limits of Markets*, 2013.

²⁷ Document comptable qui retrace l'ensemble des transactions entre un pays et le reste du monde.

²⁸ Il y aurait entre 10 000 et 30 000 milliards d'euros cachés dans les paradis fiscaux selon les estimations, soit 5 à 15 fois le PIB de la France, ou si l'on veut, 1000 à 3000 fois un autre trou, celui de la sécu. Du reste, les récents *Panama Papers* ne sont que l'arbre qui cache la forêt. Le plus étonnant est que l'on continue de s'en étonner.

²⁹ Pensons au livre de Roberto Saviano, *Extra pure : Voyage dans l'économie de la cocaïne*, dans lequel son auteur explique que, si la crise financière de 2008 n'a pas provoqué la chute du système bancaire mondial, c'est uniquement grâce à l'afflux de liquidités provenant de la mafia. Mais citons de nouveau Guy Debord : « On se trompe chaque fois que l'on veut expliquer quelque chose en opposant la Mafia à l'État : ils ne sont jamais en rivalité. La théorie vérifie avec facilité ce que toutes

Interrogeons-nous sur le sens que peuvent avoir les inégalités de richesse dans une société, leurs « raisons », en gardant à l'esprit la proposition qu'en faisaient les révolutionnaires français, à l'article 1 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, et qui sert d'exergue au livre de T. Piketty : « *Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune* ». Belle définition, dont nous osons dire qu'elle était peut-être plus respectée il y a 200 ans qu'aujourd'hui. La situation actuelle est sur ce plan en totale rupture avec le XIX^e siècle. Les très fortes inégalités de revenus avaient alors au moins, d'après T. Piketty, un sens politique :

(...) les romanciers du XIX^e siècle nous décrivent un monde où l'inégalité est d'une certaine façon nécessaire : s'il n'existait pas une minorité suffisamment dotée en patrimoine, personne ne pourrait se préoccuper d'autre chose que de survivre. Cette vision de l'inégalité a au moins le mérite de ne pas se décrire comme méritocratique. On choisit d'une certaine façon une minorité pour vivre au nom de tous les autres, mais personne ne cherche à prétendre que cette minorité est plus méritante ou plus vertueuse que le reste de la population. Dans cet univers, il est d'ailleurs parfaitement évident que seule la possession d'un patrimoine permet d'atteindre un niveau d'aisance suffisant pour vivre avec dignité (...). La société méritocratique moderne, notamment en Amérique, est beaucoup plus dure pour les perdants, car elle entend associer leur domination sur la justice, la vertu et le mérite, et en l'occurrence sur l'insuffisance de leur productivité. (p. 661-662)

Au contraire, aujourd'hui, les très fortes inégalités ont donc un sens anti-politique. En effet il faut bien comprendre ce qu'implique l'augmentation très forte du niveau de vie depuis le XIX^e siècle. Le pouvoir d'achat - bien que cette notion n'ait qu'un sens limité sur le long terme - a été multiplié par 10. Ce qui signifie concrètement que nous vivons aussi bien aujourd'hui avec le salaire moyen qu'avec 10 fois le salaire moyen au XIX^e siècle. Autrement dit, un très haut salaire de cette époque permettait à peine de vivre décemment, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. En ce sens, on peut dire que les inégalités de richesse sont aujourd'hui déjà bien plus fortes qu'elles ne l'étaient il y a 150 ans, dans la mesure où elles sont injustifiées en termes de niveau de vie, et complètement irrationnelles politiquement – bien plus, elles empêchent toute vie politique saine. Le pouvoir appartient aujourd'hui à ceux qui se sont extirpés des données communes du politique.

les rumeurs de la vie pratique avaient trop facilement montré. La Mafia n'est pas étrangère dans ce monde ; elle y est parfaitement chez elle. Au moment du spectaculaire intégré, elle règne en fait comme le *modèle* de toutes les entreprises commerciales avancées » (*Commentaires sur la société du spectacle*).

En compensation de ce nouveau rôle du capitalisme, l'idéologie dominante s'est trouvé un mot d'ordre moral, baptisé par T. Piketty « extrémisme méritocratique ». On peut le résumer en quelques mots : ceux qui sont pauvres le méritent :

Ceux, les plus riches, qui se partagent la majorité des profits produits par les sociétés capitalistes au XXI^e siècle se présentent et sont présentés au monde comme hautement méritants. Leur richesse, souvent tout à fait fabuleuse, est perçue et représentée au niveau politique, économique, médiatique comme l'aspect comptabilisable d'une dignité, c'est-à-dire d'un mérite exceptionnel découlant de la valeur exceptionnelle de leur travail, de leur compétence et de leur dynamisme. Dans ce cadre, la grande majorité des travailleurs, plus ou moins pauvres, joue le rôle de masse dévalorisée en conséquence de son inaptitude à produire et à comprendre le sens de la richesse capitalisée. Pauvreté, minorité sociale et inégalité civique se manifestent dans cette perspective comme les trois modalités complémentaires d'une indignité, voire d'une incapacité honteuse³⁰.

Réguler le capitalisme ?

Disons pour finir un mot des propositions de T. Piketty pour enrayer cet accroissement infernal des inégalités. La solution principale serait un impôt mondial sur le capital, qui aurait deux objectifs. D'une part, connaître précisément la répartition des richesses dans le monde, ce qui n'est pas du tout le cas aujourd'hui et est un préalable nécessaire à la création d'un tel impôt ; bref, abolir l'opacité. D'autre part, réduire les inégalités. Le débat démocratique serait alors capable de décider quel niveau d'inégalité est acceptable pour une société ; ce serait en tout cas un moyen de retrouver une maîtrise politique de l'économie, et même une forme de dépassement du capitalisme : « *L'impôt progressif sur le capital, correctement appliqué, constituerait un dépassement relativement profond du capitalisme et de la propriété privée, puisqu'il transformerait cette dernière en une réalité temporaire et non plus permanente, en particulier pour les possessions les plus importantes, qui pourraient se voir imposer à des taux très significatifs (par exemple 5% ou 10% par an, voire davantage, suivant les taux de reproduction observés et l'objectif social souhaité). Il s'agit en quelque sorte de l'équivalent d'une réforme agraire permanente*³¹ ». A défaut d'un impôt

³⁰ Giacomo Todeschini, « Servitude et travail à la fin du Moyen Âge : la dévalorisation des salariés et les pauvres 'peu méritants' », *Annales HSS*, janvier-mars 2015.

³¹ Thomas Piketty, « Vers une économie politique et historique », *Annales HSS*, janvier-mars 2015.

mondial, que T. Piketty juge lui-même utopique à brève échéance, le niveau européen pourrait également être pertinent.

T. Piketty semble placer tous ses espoirs dans la démocratie, et propose ainsi de réguler véritablement le capitalisme. C'est ce qui ressort en effet de ses analyses : selon le niveau de progressivité de la fiscalité d'un pays, il est possible de réduire les inégalités, de manière contrôlée, au niveau souhaité. T. Piketty n'est finalement ni capitaliste, ni anticapitaliste, mais pragmatique : le capitalisme produit des richesses, c'est indéniable, mais croire qu'il s'autorégule est une plaisanterie. Surtout, le capitalisme, sauf situation exceptionnelle, crée naturellement des inégalités, puisque les patrimoines s'accroissent à un rythme plus rapide que l'ensemble de l'économie : c'est le sens de ce qu'il appelle la contradiction majeure du capitalisme, l'équation $r > g$. Son livre offre la vision globale et les armes nécessaires à une véritable régulation du capitalisme, en fonction des objectifs qu'une société peut souhaiter. Seulement, c'est ici que les choses se compliquent : sommes-nous vraiment dans une société démocratique, où le savoir et le débat tiendraient une quelconque place dans l'administration des affaires publiques ?

A une science économique toujours plus détachée des enjeux politiques des êtres humains, correspond donc une situation économique globale de décrochage des plus riches de la communauté humaine³², financièrement, pratiquement, politiquement. Assistons-nous à la mise à mort d'une démocratie autre que purement nominale – à toute forme en réalité de *politique* digne de ce nom - et à son remplacement par un gouvernement des puissances commerciales, par les puissances commerciales et pour les puissances commerciales ? Tels sont les enjeux auxquels doit faire face le monde d'aujourd'hui, et en particulier sa jeunesse que l'on essaie à tout prix d'endormir, et tel est le sens et la noblesse de ce plaidoyer de Thomas Piketty pour le retour d'une véritable « économie politique³³ ».

³² Pour rejoindre celle des porcs ? : « L'oligarchie planétaire sait que les moyens de production sont l'autre nom de la dévoration. Les porcs grognent : c'est leur plaisir. Un espace existe-t-il pour une parole hors de la porcherie ?

La porcherie, on l'a compris, est le monde qui succède à celui des camps. En exterminant les Juifs d'Europe, la bourgeoisie occidentale est devenue incapable d'instruire sa propre histoire en termes de tragédie. Il n'a plus été possible pour elle de s'approprier un tel mot. La tragédie comme pensée (...) s'est achevée dans les crématoires d'Auschwitz et de Treblinka. Ce sont des industriels allemands qui parlent dans le film de Pasolini [*Porcherie*, précisément], mais ils parlent en italien. L'infamie allemande est aussi italienne ; elle est occidentale, mondiale – planétaire : c'est celle de la destruction de la tragédie – c'est le monde de la parole comme porcherie », Yannick Haenel, *Je cherche l'Italie*, Gallimard, collection « L'Infini », 2015, p. 108-109.

³³ « Je n'aime pas beaucoup l'expression « science économique », qui me semble terriblement arrogante et qui pourrait faire croire que l'économie aurait atteint une scientificité supérieure,

spécifique, distincte de celle des autres sciences sociales. Je préfère nettement l'expression « économie politique », peut-être un peu vieillotte, mais qui a le mérite d'illustrer ce qui me paraît être la seule spécificité acceptable de l'économie au sein des sciences sociales, à savoir la visée politique, normative et morale » (p. 945).